

SOULÈVEMENT À L'ONU (II ET FIN)

À la fin de l'intervention de Bruno, le 26 octobre vers midi, les explications de vote ont commencé, comme c'est la règle, avant que le projet de résolution ne soit soumis au suffrage.

Le premier à prendre la parole a été Ronald D. Godard, conseiller principal pour les affaires du continent au département d'État et chef de la délégation étasunienne. Ses affirmations insolites, fidèle reflet de la politique foncièrement cynique de son pays, m'exonèrent d'avoir à prouver que les dénonciations du ministre cubain des Relations extérieures sont rigoureusement justes.

« Les USA... se sont fermement engagés à appuyer le souhait du peuple cubain de déterminer librement l'avenir de son pays.

« ...les USA... ont le droit souverain de décider de leurs relations économiques avec un autre pays. Celles qu'ils ont avec Cuba est une question bilatérale... elles visent à favoriser un climat de plus grande ouverture à Cuba et un plus grand respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

« Ne le perdons pas de vue dans ce débat bourré d'arguments rhétoriques du passé et ciblé sur des différences tactiques, dans ce débat qui ne sert à rien pour aider le peuple cubain.

« Ma délégation regrette que la délégation cubaine continue, d'année en année, de qualifier d'une manière inappropriée et incorrecte d'acte de génocide les restrictions commerciales imposées à Cuba... Les USA n'imposent aucune restriction à l'aide humanitaire à Cuba...

« En 2009, les USA... ont autorisé... une aide humanitaire privée de 237 millions de dollars sous forme de dons en aliments et en autres produits essentiels, de dons humanitaires non agricoles et de dons médicaux.

« En avril 2009, le président Obama a affirmé : "Les États-Unis cherchent un nouveau départ avec Cuba", mais "il reste encore un long trajet à faire pour dépasser des décennies de méfiance". Nous avons lancé des conversations pour rétablir le service postal direct entre nos deux pays et nous avons accru les échanges artistiques et culturels.

« Le président Obama a dit publiquement que la libération de prisonniers politiques et les réformes économiques étaient positives pour le peuple cubain. Les USA espèrent que le gouvernement cubain tiendra au plus tôt ses promesses et qu'il fera preuve d'une plus grande ouverture pour démontrer sa volonté d'avoir des relations constructives avec son peuple. [...] Les USA estiment qu'une nouvelle ère dans les relations entre les deux pays ne pourra vraiment commencer que lorsque le peuple cubain jouira des libertés politiques et économiques qui sont reconnues à l'échelle internationale et que cette organisation a tant défendues dans d'autres pays du monde.

« Ma délégation votera contre cette résolution. Les USA estiment qu'il est temps que cette organisation centre ses énergies sur le soutien à la lutte que mène le peuple cubain afin de décider de son propre avenir et qu'elle dépasse les gestes rhétoriques que signifie cette Résolution.

« Je vous remercie, monsieur le Président. »

La chef de la délégation du Nicaragua, dont le peuple a souffert dans sa chair la guerre sordide de Ronald Reagan qui lui a coûté tant de sang, a ensuite expliqué son vote. Son intervention a été massue.

Le scrutin a eu lieu : la Résolution a été votée par 187 pays contre 2 (les USA et Israël, son allié inséparable en génocide), avec trois abstentions (les îles Marshall, la Micronésie et Palau). Autrement dit, les 192 membres des Nations Unies ont participé au scrutin.

Celui-ci conclu, la représentation belge a, au nom de l'Union européenne, cette autre alliée des USA, a ouvert l'intervention des délégations désireuses d'expliquer leur vote.

Puis, seize pays, dont certains jouent un rôle marquant dans l'arène politique internationale, ont expliqué pourquoi ils avaient voté la Résolution : l'Uruguay, la Bolivie, l'Angola, Myanmar, le Suriname, le Belarus, Saint-Kitts-et-Nevis, le Laos, la Tanzanie, La Libye, la Syrie, le Soudan, le Vietnam, le Nigeria, Saint-Vincent-et-Grenadines et la République populaire et démocratique de Corée, dans cet ordre.

Je me permets de rappeler que de nombreux pays se sont abstenus de prendre la parole à la demande même de notre délégation afin que les débats ne s'étendent pas trop, ce qui aurait nui, compte tenu de l'heure, à leur divulgation et que la séance ne se convertisse pas en un marathon du fait d'un trop grand nombre d'orateurs. Il n'empêche que trente-sept délégations ont défendu d'une manière claire et précise le juste projet que l'Assemblée générale des Nations Unies venait d'approuver pour la dix-neuvième fois, ce débat ayant été le plus long et le plus énergique à ce jour sur ce point délicat et important.

C'est à 16 h 17 que le ministre cubain des Relations extérieures a utilisé son droit de réponse au nom de Cuba. Voilà l'essentiel de ses propos, bien que presque tous aient été essentiels :

« Monsieur le Président,

« Je remercie beaucoup les treize orateurs et les délégations présentes à cette séance improvisée de l'après-midi.

« Au sujet des affirmations des USA et de l'Union européenne :

« Voilà donc la dix-neuvième fois que la délégation étasunienne nous ressasse la même rengaine.

« Le blocus et un acte de guerre économique et un acte de génocide.

« Serait-ce que le département d'État ne fait pas bien son travail, qu'il n'a pas étudié la question ?

« L'an dernier, j'ai lu ici-même les articles correspondants des Conventions de Genève...

« Et aujourd'hui, j'ai lu le fameux mémorandum de M. Mallory.

« Ce sont pas là des "arguments idéologiques" du passé. Le blocus est un vieux vestige de la Guerre froide. Le point en débat, ce n'est pas la rhétorique, mais l'agression commise contre Cuba.

« Les USA n'ont pas l'intention d'aider ni d'appuyer le peuple cubain. Le blocus cause des privations et des souffrances, et s'il ne provoque pas de morts, c'est parce que la Révolution cubaine l'empêche. Comment pourrait-on justifier que des enfants cubains soient punis de la manière que j'ai expliquée ici ? Si les USA voulaient vraiment aider ou appuyer le peuple cubain, il leur suffirait tout bonnement de lever sur-le-champ le blocus.

« Pourquoi interdit-on aux Étasuniens de venir à Cuba et de se faire eux-mêmes leur propre opinion ? Pourquoi restreint-on les contacts dits "de peuple à peuple" ?

« Les prétextes avancés pour justifier le blocus ont évolué au fil du temps. Ça a d'abord été notre prétendue appartenance à l'axe sino-soviétique, puis l'exportation de la Révolution en Amérique latine, puis la présence de troupes cubaines en Afrique pour aider à liquider l'apartheid, préserver

l'indépendance de l'Angola et assurer celle de la Namibie.

« Ensuite, la manipulation du thème des droits humains. Or, le blocus est justement une violation brutale des droits humains des Cubains.

« Nous sommes disposés à discuter de violations des droits humains. Et nous pouvons commencer par celles du camp de concentration de Guantánamo où l'on torture et où l'habeas corpus n'existe pas, car c'est le règne des "commissions militaires", en marge de tout droit. La délégation étasunienne pourrait-elle nous expliquer ce qu'il s'est passé dans les camps d'Abu Ghraib, de Bagram et de Nama ? A-t-on jugé les responsables ? A-t-on jugé ceux qui, au sein des gouvernements européens, ont autorisé les prisons secrètes dans ce continent et les vols de la CIA emportant des personnes séquestrées ? Le représentant de l'Union européenne pourrait-il nous expliquer ça un peu mieux ?

« Ou bien alors peut-être pourrions-nous parler de Wikileaks... Pourquoi ne nous racontez-vous pas quelque chose au sujet des atrocités et des crimes qui apparaissent dans 75 000 documents sur l'Afghanistan et dans 400 000 sur l'Iraq ?

« Les changements à Cuba, c'est du ressort des Cubains. Nous changerons tout ce qu'il faut changer pour le bien des Cubains, mais nous ne demanderons jamais son opinion à l'administration étasunienne. Nous avons choisi librement notre destinée. C'est bien pour ça que nous avons fait une Révolution. Ce seront des changements souverains, pas des "gestes". Nous savons d'ailleurs pertinemment que le seul changement valable pour les USA serait que nous instaurions un gouvernement à leur solde. Mais ça n'arrivera pas !

« Vous voulez une coopération entre nos universités ? Eh bien, levez les restrictions aux échanges savant, universitaires, scientifiques et culturels et permettez la signature d'accords entre elles.

« Vous voulez une coopération en matière de trafic de drogues, de terrorisme, de traite d'être humains, de catastrophes naturelles, de courrier postal ? Eh bien, répondez au moins aux propositions que nous vous avons soumises sans aucune condition voilà plus d'un an.

« Un haut fonctionnaire de l'US/AID a confirmé hier au journaliste Tracey Eaton que son organisme avait fait parvenir, durant la dernière période, 15,6 millions de dollars à "des individus sur le terrain à Cuba". C'est ainsi que vous appelez vos mercenaires...

« Les transmissions illégales de radio et de télévision se poursuivent.

« Les cinq Cubains antiterroristes sont toujours injustement en prison. Gerardo Hernández Nordelo a été soumis sans motif, voilà peu, à un emprisonnement cellulaire et privé d'une aide médicale.

« Des terroristes internationaux avérés comme Orlando Bosch et Posada Carriles déambulent en toute liberté dans les rues de Miami où ils font même des activités politiques.

« Le blocus, abusivement extraterritorial, porte préjudice à tous les pays ici présents. Il est loin d'être un fait bilatéral.

« Monsieur le Président,

« Je n'ai pas grand-chose à ajouter à l'adresse de l'Union européenne.

« Nous ne lui reconnaissons absolument aucune autorité morale ni politique pour faire des critiques en matière de droits humains.

« Elle ferait mieux de s'occuper de sa politique brutale contre les immigrants, de ses déportations de minorités, de sa violente répression contre des manifestants et de l'exclusion sociale croissante de ses

chômeurs et de ses secteurs à moindre revenu.

« Le Parlement européen n'a pas le moindre scrupule d'accorder des prix infâmes aux agents à la solde de l'administration étasunienne à Cuba.

« L'Union européenne se fait des illusions si elle croit pouvoir normaliser ses relations avec Cuba sans supprimer la Position commune !

« Je vous remercie. »

Nous attendions tous la réponse des États-Unis à celle de Bruno. Le mieux qu'aient pu faire l'ambassadeur et sa délégation – qui ne nous pas fait du moins le coup du mépris en abandonnant la salle – ça a été de résister de pied ferme à cette volée d'arguments irréfutables. La réplique de Cuba les a paralysés : j'ai eu la sensation qu'ils s'évanouissaient progressivement avant de disparaître de la scène.

Malgré ces cinquante ans de blocus, la superpuissance n'a pas pu et ne pourra pas vaincre la Révolution cubaine. Je ne me suis pas amusé à compter les voix pour et contre la Résolution. J'ai constaté en revanche la chaleur et la conviction de ceux qui sont intervenus contre cette mesure injuste et arbitraire. C'est une erreur de croire qu'elle pourra se maintenir indéfiniment. On a assisté à un soulèvement. Les peuples en ont assez des agressions, des pillages, des abus et des duperies.

Les délégations n'avaient jamais protesté avec autant de vigueur contre la façon dont les USA se moquent avec mépris de la communauté internationale qui condamne à juste titre un acte de génocide réitéré d'année en année. Les peuples sont conscients que le plus grave, c'est le pillage systématique des ressources naturelles imposé à la plupart d'entre eux, la pénurie progressive d'aliments, la destruction de l'environnement, la quantité croissante de guerres contre d'autres peuples à partir de bases militaires installés dans plus de soixante-quinze pays et le danger accru d'une guerre qui serait suicidaire pour tous les peuples du monde.

L'ONU ne peut exister sans les peuples qui exigent la levée du blocus. Cette institution, née alors que l'immense majorité d'entre nous n'étaient même pas indépendants, à quoi sert-elle sans nous ? À quoi donc parler de nos droits si nous ne pouvons même pas demander la levée du blocus appliqué à un petit pays ? On nous a, d'une façon ou d'une autre, subordonnés aux intérêts des USA et de l'OTAN, une organisation belliciste qui dépense tous les ans plus d'un billion de dollars en guerres et en armements, une somme qui suffirait largement à apporter l'essentiel à tous les peuples du monde.

De nombreux pays du Tiers-monde sont contraints de chercher des solutions, indépendamment de ce qui arrive aux autres, ce qui revient à marcher sur un tapis roulant se déplaçant de plus en plus vite en sens inverse.

Il nous faut une ONU vraiment démocratique, et non un fief impérial où l'immense majorité des peuples du monde compte pour du beurre. L'ONU, fondée avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, est au bout du rouleau. Ne nous laissons pas imposer le rôle ridicule consistant à nous réunir une fois de plus dans douze mois pour qu'on se moque de nous. Faisons sentir notre poids et sauvons la vie de notre espèce avant qu'il ne soit trop tard.

Fidel Castro Ruz
Le 1er novembre 2010
17 h 53

SOULÈVEMENT À L'ONU (II ET FIN)

Published on Fidel soldado de las ideas (<http://www.comandanteenjefe.biz>)

Date:

01/11/2010

Source URL: <http://www.comandanteenjefe.biz/fr/articulos/soulevement-lonu-ii-et-fin?page=0%2C25%2C0%2C0%2C0%2C0%2C48%2C0%2C1%2C4>